

## La nouvelle stratégie de l'OTAN en Libye

L'organisation préfère agir militairement par la médiation de l'Africom ou des forces spéciales, tout en apportant son appui technique au pouvoir en Libye.

Moncef Djaziri

**D**epuis plusieurs mois, la question d'une nouvelle intervention de l'OTAN en Libye est régulièrement posée. Elle a même été demandée expressément par certaines parties libyennes, comme le Parlement de Tobrouk. L'Égypte en a aussi fait la demande. En effet, le 4 novembre 2015, le président égyptien, Abdelfattah al Sissi, a appelé l'OTAN à « agir pour la reconstruction de la Libye, en proie à la violence depuis le renversement du régime de Mouamar Kadhafi par une insurrection soutenue par l'OTAN ».

Bien que la question de l'intervention militaire de l'Alliance puisse paraître pertinente, elle ne semble pas à l'ordre du jour. Ainsi, le 6 décembre 2015, le secrétaire général, Jens Stoltenberg, a déclaré que « l'OTAN ne devrait pas envisager une intervention militaire en Libye ». Cependant, a-t-il dit, « nous sommes prêt à aider le gouvernement libyen et à l'assister mais pas en intervenant militairement, intervention que je ne recommande pas ». L'OTAN préfère agir indirectement en Libye dans le but d'obtenir des résultats équivalents ou proches, mais à moindre coût et sans intervention directe.

L'objectif de ce texte est donc d'analyser le rôle de l'OTAN en Libye et de montrer que riche de l'expérience du passé et de l'échec de 2011 et compte tenu de la configuration internationale et des rapports de compétition accrue entre les pays occidentaux et la Russie, l'organisation militaire transatlantique préfère agir militairement par la médiation de l'Africom (Commandement militaire américain pour l'Afrique) ou des forces spéciales, tout en apportant son appui technique au pouvoir en Libye.

### Le fiasco de l'OTAN et son redimensionnement

**C**ensée venir en aide aux Libyens de Benghazi qui étaient menacés de massacre, l'opération dite « Unified Protector » de mars 2011 s'était vite transformée en une opération militaire de soutien aux rebelles libyens dans leur guerre contre Kadhafi, ceci dans le cadre d'une mauvaise lecture, intentionnelle ou non, de la Résolution 1973 du 16 mars 2011 du Conseil de sécurité de

l'ONU, qui autorisait l'usage des mesures nécessaires, afin de « protéger les civils contre les attaques des forces de Kadhafi, en particulier en imposant une *no-fly zone* ». Nous savons maintenant que l'intervention de l'OTAN avait largement débordé le cadre du mandat onusien et s'était transformée en une opération de guerre contre le régime de Kadhafi. Ce fait a été reconnu dans des rapports officiels, dont celui de l'International Institute for Strategic Studies de juin 2011. Pour sa part, Seumas Milne écrivait en mai 2012 dans *The Guardian* : « Alors que le mandat de l'ONU confié à l'OTAN était de protéger les civils, l'alliance a, en pratique, perverti cette mission. Jetant tout son poids derrière l'une des parties au cours d'une guerre civile dont l'objectif était d'évincer le régime de Kadhafi, elle devint la force aérienne des milices rebelles au sol ».

L'implication de l'OTAN dans les affaires libyennes remonte donc à mars 2011. Depuis cette date, l'Alliance est, peu ou prou, partie prenante de la stabilisation de la Libye. Cependant, son implication dans le conflit ayant opposé Kadhafi aux rebelles libyens, avec les conséquences qu'on connaît, l'a amené à reconsidérer sa position en intervenant indirectement par le soutien qu'elle apporte à l'Africom, laquelle semble avoir repris le relais dans la stabilisation de la Libye. Il s'agit donc d'un retrait stratégique de l'Alliance au profit des forces spéciales et de l'Africom, le tout correspondant à une politique de redimensionnement et à une hiérarchisation des objectifs de l'OTAN. Il s'agit aussi d'une division du travail entre les deux organisations, qui correspond à la volonté de l'Alliance de ne plus apparaître comme l'acteur militaire clé et hégémonique aux yeux des Libyens et d'éviter aussi toute confrontation avec la Russie, désormais bien présente sur la scène politique libyenne par l'intermédiaire de l'Égypte.

### Daech et la nouvelle stratégie de l'OTAN

**L**a prise de contrôle de Syrte par le groupe État islamique (Daech) en 2015 a été perçue comme un tournant décisif et a amené certains acteurs à envisager, voire demander l'intervention de l'Alliance. Ce-

Moncef Djaziri, universitaire chercheur et spécialiste de la Libye, membre de la Commission scientifique du Centre International de Géopolitique et de Prospective Analytique (Paris).

pendant, le 6 décembre 2015, son secrétaire général, Stoltenberg, a estimé que son organisation ne devait pas envisager une nouvelle opération militaire en Libye, considérant, en revanche, possible d'envisager une assistance au gouvernement d'Accord National reconnu par la communauté internationale. Le 5 février 2016, l'OTAN, par l'intermédiaire de Stoltenberg, s'est déclarée disposée et prête à le soutenir, en l'aidant à rebâtir ses institutions de défense, comme l'armée, afin de combattre la présence croissante du groupe jihadiste Daech, à condition que les nouvelles autorités en fassent la demande. Cette position a été réaffirmée lors du sommet de Varsovie de l'OTAN du 8-9 juillet 2016 (point 30 du communiqué final).

Pour l'OTAN, il n'est plus question d'intervenir militairement en Libye, comme elle l'avait fait en 2011. D'ailleurs, une nouvelle opération militaire de l'Alliance requiert une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, car il ne peut y avoir une extension automatique à la Libye du mandat conféré à l'OTAN pour attaquer Daech en Irak et en Syrie, comme l'a souhaité l'Italie par l'intermédiaire de sa ministre de la Défense, Roberta Pinotti qui, lors du sommet de Hanovre du 25 avril 2016, avait demandé que l'opération existante de l'OTAN, « Active Endeavour », passe d'une opération antiterroriste en Méditerranée orientale à une opération qui englobe les côtes libyennes.

La Russie s'est d'ailleurs opposée à toute intervention militaire de l'Alliance sous sa forme classique. En effet, le 13 juin 2016, les autorités russes ont déclaré qu'elles opposeraient leur veto à toute résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui tendrait à autoriser une telle opération. Le vice ministre des Affaires étrangères, Gennady Gatilov, a été encore plus catégorique en affirmant que la Russie ne l'autoriserait jamais. Cette prise de position russe contribue à expliquer le changement d'attitude de l'OTAN, qui préfère laisser faire les forces spéciales américaines et britanniques ainsi que l'Africom, plutôt que d'intervenir directement. Dans un communiqué du 2 août 2016, le ministère russe des Affaires étrangères a rappelé la nécessité d'une « coordination internationale étroite dans la guerre contre le terrorisme », tout en soulignant que cette guerre doit être menée dans « le strict respect du droit international ». Cette prise de position dénote une évolution dans l'attitude de la Russie, qui semble consentir à une intervention américaine, ce qui dénote la confirmation d'un début de rapprochement tactique entre la Russie et les États-Unis dans la lutte contre le terrorisme et Daech, que ce soit en Irak, en Syrie ou en Libye.



**Les forces du gouvernement d'Accord national luttent contre le groupe État islamique dans la ville de Syrte. Septembre 2016.**/MAHMUD TURKIA/AFP/GETTY IMAGES

Compte tenu de tous ces facteurs, l'OTAN semble être arrivée à la conclusion qu'une intervention directe n'est pas souhaitable ni envisageable et qu'en revanche, et conformément à « l'initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité » (DCB), lancée en 2014, elle pourrait apporter son soutien technique au gouvernement libyen. Lors de sa rencontre du 17 juin 2016 avec le ministre libyen des Affaires étrangères, Mohammed Taha Siala, du gouvernement internationalement reconnu, le secrétaire général, Stoltenberg, a indiqué à son interlocuteur qu'il trouvait encourageants les progrès accomplis par le gouvernement d'Accord National sous la direction du premier ministre reconnu par l'ONU, Fayez Al Sarraj, et l'a assuré du soutien de l'OTAN à l'égard du processus de dialogue politique qui se déroule sous l'égide de l'ONU. Lors de cette rencontre, Stoltenberg et Taha Siala ont évoqué l'aide que l'Alliance pourrait apporter à la Libye dans le domaine de la défense et de la sécurité et ce dans le cadre des ef-

forts internationaux visant à aider à la stabilisation de la Libye, si le gouvernement d'accord national en fait la demande et ce, en complémentarité avec l'ONU et l'Union européenne.

### Retrait stratégique et médiation de l'Africom

**T**out se passe comme si l'OTAN a délégué à l'Africom la tâche d'intervention militaire et de soutien logistique au gouvernement et aux forces pro-gouvernementales dans leur guerre contre Daech à Syrte. Créée en 2007 après les attentats du 11 septembre 2001, l'Africom est conçue par les autorités américaines comme une organisation devant servir les intérêts économiques, sécuritaires et géostratégiques des USA en Afrique. Elle vise à renforcer les capacités techniques et militaires des pays de la région, afin de leur assurer une stabilité et une efficacité garantes des intérêts américains dans la zone. La lutte pour le développement et la démocratie et contre le terrorisme constitue l'axe principal de l'Africom en Libye.

En visite, le 24 août 2016, au quartier général de l'Africom à Stuttgart, dans le sudouest de l'Allemagne, le premier ministre libyen, Fayez al Sarraj, a exprimé le souhait du gouvernement d'accord national de voir les USA et l'Africom contribuer au « renforcement des capacités militaires libyennes, notamment via la formation de militaires et le partage d'information ». L'émissaire américain en Libye, Jonathan Winer, ainsi que le commandant des forces américaines en Afrique, le général Thomas Waldhauser (récemment nommé à ce poste), ont de leur côté réitéré leur soutien aux efforts du gouvernement d'Accord National pour chasser les jihadistes de Daech de Syrte, avec l'appui depuis le 1er août 2016 des frappes américaines.

En effet, dans le cadre de l'opération « Odyssey Lightning », et sur demande du gouvernement de Al Sarraj à Tripoli, et venant à l'appui de manière déterminante des forces pro-gouvernementales « Al-Bunyan Al-Marsous », l'Africom a reconnu avoir effectué depuis le 1er août 2016 plus de 74 frappes aériennes contre Daech à Syrte. D'ailleurs, si victoire il y a sur Daech à Syrte, les forces libyennes, essentiellement de Misrata, la devront à l'appui militaire aérien décisif de l'Africom et au soutien logistique et de renseignement des forces spéciales américaines et britanniques se trouvant sur le sol libyen. C'est à dire aussi que la victoire sur Daech à Syrte, remportée avec le soutien des forces américaines, risque de fragiliser le pouvoir à Tripoli, qui apparaîtra dépendant et tributaire de l'Africom.

Les opérations militaires menées en Libye par l'intermédiaire des forces spéciales américaines, anglaises, voire françaises, ainsi que les bombardements américains contre Daech à Syrte pour aider les milices pro-gouvernementales « Al-Bunyan Al-Marsous », ne peuvent que susciter des interrogations. La question qui se pose concerne la pertinence de ces opérations qui

visent à déloger Daech, avec le risque d'éparpillement des terroristes du groupe, qui pourraient se disperser aussi bien dans le reste de la Libye, vers le Sud, vers l'Est et l'Algérie, vers l'Ouest et la Tunisie ou vers la Méditerranée, menaçant ainsi l'Italie. On peut donc se demander si la stratégie de guerre totale adoptée contre Daech à Syrte ne représente pas un danger et s'il n'aurait pas fallu utiliser la stratégie du containment, à savoir circonscrire la présence de Daech à Syrte et la laisser mourir à petit feu, au lieu de chercher à détruire totalement le foyer terroriste islamiste.

Quelles que soient les modalités de l'intervention militaire indirecte et la nature des acteurs (OTAN, Africom et/ou forces spéciales), il est recommandé que celle-ci soit la plus courte et la plus circonstanciée possible. Ses objectifs doivent être clairement définis et l'agenda bien arrêté. Une telle intervention doit répondre à une demande d'aide des différents acteurs politiques y compris ceux de l'Est du pays, et pas seulement du pouvoir à Tripoli. Toute autre forme d'intervention qui ressemblerait à celle de mars 2011, ne pourrait qu'être contre productive, aggraverait le fossé entre les Libyens et les puissances occidentales et discréditerait davantage l'action de l'OTAN. Le pire des scénarii serait que l'Africom-OTAN intervienne pour soutenir une partie des Libyens contre une autre partie ; le pire, c'est qu'elle intervienne pour appuyer le seul gouvernement de Tripoli que Benghazi refuse de reconnaître. Ce serait la plus mauvaise des solutions, car cela pousserait le pouvoir à l'Est dans les bras de la Russie. C'est dire que toute intervention doit impliquer la Russie, car toute autre démarche, qui viserait à passer outre ou à négliger les Russes, serait condamnée à l'échec comme ce fut le cas en mars 2011.

Compte tenu des dangers que représente Daech en Libye, il est urgent d'agir avec circonspection en établissant un bilan politique réel de la situation, en identifiant le vrai ennemi et les vrais alliés, et en ne se pré-occupant que des intérêts de la Libye et de la reconstruction du pays. Il faut que l'intervention militaire d'Africom soit accompagnée d'une analyse globale et qu'elle s'insère dans une politique de reconstruction sans exclusive, impliquant les principales tribus du pays, comme nous l'avons souvent préconisé, ainsi que les forces kadhafistes, sans le consentement desquelles aucune solution durable n'est concevable. Cette intervention devrait obtenir le soutien des grandes puissances y compris la Russie, pays dont l'influence géostratégique est grandissante au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et qui ne semble pas être opposée à des opérations militaires contre Daech à Syrte ni à un soutien technique, à condition que le droit international soit respecté. Cette intervention aux modalités variables doit intégrer également le rôle politique et militaire accru de l'Égypte, pays qui est désormais un acteur clé de la scène politique libyenne et avec lequel l'Alliance et Africom devront compter. ■